

simple fait de poser la question indique que nous avons pris notre décision et que nous voulons contribuer dans la voie la plus facile, en trouvant des expédients qui justifieront l'impact sur les autres. Assurément, ce qu'il nous faut c'est une philosophie toute neuve, une philosophie qui soit conçue dans le contexte mondial plutôt que dans celui des États-Unis, de la Communauté Européenne, de la Russie et du Japon qui après tout, possèdent une population d'un peu moins d'un milliard, ce qui représente seulement 20 p. 100 de la population mondiale. Est-ce qu'il doit être permis à ces 20 p. 100 de continuer à accaparer 80 p. 100 des ressources énergétiques mondiales et d'empoisonner l'atmosphère? Il faut qu'il y soit mis fin tôt ou tard et d'après moi mieux vaut tôt que tard, dans dix ou vingt années. En outre, d'après le genre de système que nous avons maintenant au Canada, les 20 p. 100 de la population qui se trouve au bas de l'échelle n'obtiennent que 6 p. 100 de la richesse nationale alors que les 20 p. 100 qui se trouvent au sommet en obtiennent 38 à 40 p. 100. Ces chiffres sont plus ou moins identiques à ceux des États-Unis. Nous perpétons donc cet écart, sur la scène mondiale, nous le perpétons entre les nations riches et les nations pauvres. Ne faudrait-il pas tout d'abord en arriver à certaines conclusions devant tout ce gâchis et sur ce que nous sommes prêts à faire avant de nous rendre là-bas et de leur demander quelles sont leurs intentions?

M. Schaetzel: Je trouve votre question des plus pertinentes, parce qu'elle exprime parfaitement mes préoccupations, sur ce fossé toujours plus profond qui sépare les pauvres et les riches et cette question n'est pas simplement morale. Il me semble que cela crée une situation particulièrement instable, vu la demande accrue pour les matières brutes et l'énergie. Je ne peux voir comment nous pouvons vivre avec ce genre de dichotomie. Je suis d'accord avec vous qu'il nous faudrait connaître le genre de monde où nous voulons vivre. J'aurais voulu dire au début qu'il me semble que nous tous dans le monde occidental nous nous trouvons maintenant devant un choix très simple. D'une part, nous pouvons continuer sur la même voie qui consistait à créer un système de droits juridiques en affaires internationales et au sein duquel nous avons réussi à faire quelques progrès dans le domaine économique mais pas grand-chose ailleurs, ou nous pouvons revenir à une forme d'anarchie. Selon moi, un système de pouvoirs répartis entre cinq puissances ici tel qu'il a été suggéré par le président Nixon et M. Kissinger, et bien que j'ignore ce qu'il signifie ou ce qu'il signifie à leurs yeux, me semble néanmoins complètement opposé à la première formule.

En bref, il s'agit de savoir si nous voulons un monde construit sur des règles acceptées par tous. Une autre chose serait nécessaire: une méthode pour préciser les faits.

Permettez-moi d'y ajouter quelque chose. Je veux parler de la visite du Comité des voies et moyens à Bruxelles, car il s'agit sans doute de notre comité congressionnel le plus important comme vous le savez, c'était la première fois qu'ils quittaient les États-Unis. Je pense qu'ils partageaient les mêmes idées que vous en ce qui concerne l'aspect récréatif ou sérieux d'un voyage. Ils avaient quelque appréhension à ce sujet mais je n'ai jamais eu le moindre

doute quant à l'utilité du voyage pour eux et pour les Européens. Je veux en arriver à ceci, ils se sont rendu compte qu'il était presque impossible de s'accorder sur les faits, l'impact de la taxe frontalière, par exemple, en tant que barrière non tarifaire et les résultats effectifs en termes d'échanges commerciaux. En d'autres termes, chaque point acquis entraînait des discussions sans fin sur la situation alors que même que chacun était d'accord sur la décision à prendre; ils ne pouvaient même pas s'entendre sur les faits eux-mêmes. C'est pourquoi il devrait y avoir un système pour identifier les faits, et chaque partie devrait avoir à les accepter comme élément de tout processus de médiation ou d'arbitrage des différends. Nous devrions aussi codifier de plus en plus les lois commerciales. La Communauté prétend que les accords méditerranéens sont conformes avec les dispositions du GATT et si cette question est un jour mise aux voix dans cet organisme, ils auront les votes nécessaires. C'est une façon de détruire l'institution qu'ils prétendent admirer en forçant l'interprétation de ses dispositions jusqu'au point où elles ne veulent plus rien dire. Nous en sommes aussi coupables comme tout le monde je suppose. Il y a toujours un avocat habile qui est prêt à offrir ses services dans ce genre d'affaires. De toutes façons, il nous faut non seulement améliorer cet ensemble de lois commerciales mais nous devons aussi nous convaincre que la loi est importante pour notre intérêt national qui exige le renforcement de nos institutions. Les derniers événements n'ont renforcé ni le FMI ni le GATT. Ils les ont affaiblis, et je pense qu'il faut faire un retour en arrière et examiner la situation.

Vous avez posé une question à laquelle je vais répondre. J'espère que c'est la voie que prendra le Canada. Et aussi les États-Unis, mais je pense qu'ils ont tendance à aller dans l'autre sens, c'est-à-dire qu'ils essaient de choisir les secteurs qui ne sont pas les plus sensibles, où l'intérêt est secondaire ou tertiaire, du point de vue politique et économique, en disant: «Voilà ce que nous allons mettre dans la caisse commune. Nous serons guidés par le système, nous allons en accepter les règles et nous serons liés par une décision prise démocratiquement». Agir en ce sens serait agir dans le sens de la consolidation. Mais je le répète, on ne peut pas le faire avec des intérêts primordiaux. Nous n'en sommes pas encore à ce stade. Le nationalisme est trop fort. Les groupes d'intérêts, au Canada et ailleurs, sont trop forts.

Vous avez certainement raison. A moins de s'en tenir pratiquement à une fonction de rapporteur, se contenant de poser des questions et d'attendre les réponses, il faut évidemment, quand on discute avec la Communauté, savoir à peu près où on veut en venir sans essayer manifestement de lui imposer ses vues. Il devrait y avoir un cadre conceptuel dans lequel mener l'enquête.

Le sénateur Carter: La balance commerciale est très importante parce qu'elle influe sur notre système monétaire, nos taux de change, et ainsi de suite. Pouvons-nous espérer nous libérer de ce lien tant que nous chérirons le produit national brut comme le but suprême de notre vie économique? Pouvons-nous avoir les deux choses à la fois? Ne pourrions-nous pas en abandonner une? Le pourrions-nous tant que nous aurons comme premier ob-